

Le 27 juin 2012 CONFÉRENCE - LES ENJEUX DE LA CRISE MONDIALE



Comment l'administration Obama fait des médias US ses porte-paroles

par Glenn Greenwald

- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Énergie
- Transnationalisme
- Pauvreté et inégalités
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au
- Droits humains et
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements



Mondialisation.ca, Le 22 juin 2012
The Guardian

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0

Share

Tweet

Recherche

Archives
Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

Ces dernières semaines aux États-Unis sont parus plusieurs scoops dans de grands médias US au sujet de la politique étrangère secrète du Président Obama et de ses actions de contreterrorisme, des histoires qui ont été publiées essentiellement par le *New York Times*. Les Américains ont, pour la première fois, été informés du **rôle personnel d'Obama** [article traduit en français par ReOpenNews - NdT] dans la compilation d'une « *liste secrète de cibles à abattre* » (*Secret Kill List*), un document sur lequel figurent les personnes qui seront visées par les drones au Pakistan et en Afghanistan, mais aussi les ordres [du président américain] concernant les cyberattaques contre l'enrichissement nucléaire en Iran, ainsi que le détail des opérations sur le raid qui a [soi-disant -NdT] tué Oussama Ben Laden.

Chacun de ces articles a dévoilé des informations clairement dignes d'intérêt pour le public, et a déclenché d'importants débats. Mais la façon dont elles ont été rapportées - et plus particulièrement le fait qu'elles se basent exclusivement sur des informations fournies par des assistants d'Obama qui souhaitent rester anonymes - soulève certaines questions aussi anciennes que troublantes à propos du type de relation entre l'*establishment* des médias US et le gouvernement qu'il est supposé servir tout en le surveillant.

L'obsession de la Maison Blanche d'Obama pour le secret relève d'un étrange paradoxe. D'un côté, l'actuelle administration a poursuivi en justice deux fois plus de « *Whistleblowers* - des employés du gouvernement qui ont passé à la presse certaines informations classifiées montrant les méfaits de hauts responsables - que toutes les autres administrations US réunies. Les officiels d'Obama ont

Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse googleads.g.

■ Veuillez vérifier

Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse googleads.g.

■ Veuillez vérifier

également, comme l'ont documenté cette semaine les juristes de l'ACLU dans *The Guardian*, résisté avec une vigueur sans précédents à toute tentative de soumettre leurs actions à une évaluation juridique, ou à toute forme d'exposition publique, en insistant auprès de la Cour sur le fait que ces programmes sont si secrets que le gouvernement US ne peut ni confirmer ni infirmer leur existence sans mettre en danger la sécurité nationale.

Mais en même temps qu'ils invoquaient des arguments de confidentialité pour protéger leur travail, certains hauts responsables de l'administration Obama ont continuellement et de façon sélective fait « fuiter » dans les médias des informations à propos de ces programmes. En fait, les fameux scoops du *New York Times* de ces deux dernières semaines sur le programme d'opérations secrètes pour la Sécurité nationale proviennent essentiellement des assistants d'Obama eux-mêmes.

L'article du *Times* sur la « Kill List » était basé sur les interviews « d'une trentaine de ses aides actuels ou passés, [qui] décrivent le rôle central d'Obama » dans le choix de ceux qui seront tués par la CIA. L'article "scoop" qui parlait d'un Obama ordonnant des cyberattaques contre l'Iran citait, entre autres, « des officiels américains » dont un « haut responsable de l'administration » qui a fièrement souligné le rôle actif et concret du Président dans toutes les mesures prises pour porter atteinte au programme nucléaire de Téhéran.

Pendant ce temps, cette même Maison Blanche qui soutient devant les juges qu'elle ne peut pas confirmer l'existence du programme de drones de la CIA, a passé toute cette semaine à alimenter de façon anonyme les journaux au sujet de la dernière victime des frappes de drones au Pakistan. Et les emails contenant les ordres du gouvernement, rendus publics par une Cour fédérale le mois dernier, révélaient qu'alors qu'elle refusait de fournir toute information sur le raid qui a tué Ben Laden au prétexte que ces documents étaient classifiés, l'administration Obama rencontrait en secret, et fournissait des informations sensibles à des producteurs d'Hollywood sur ce qui sera à coup sûr un film respectueux et fidèle [au récit officiel] de ce raid, et dont la sortie est prévue juste avant les prochaines élections présidentielles de novembre.

La tactique derrière tout cela est aussi évidente que dérangeante. Chacune de ces fuites, qui surviennent en cette année d'élection, dépeint un Obama coriace, impliqué, un véritable commandant en chef inflexible, dont le mot d'ordre est « *châtier durement les ennemis de l'Amérique et nous protéger tous.* » Mais elles le décrivent également comme un leader intellectuel empreint de morale, profondément touché par les « *écrits d'Augustine et Thomas Aquinas sur la guerre* » alors qu'il décide en secret de qui doit vivre ou mourir, et de quel pays doit être visé par les agressions américaines.

En somme, ces fuites anonymes font partie de la propagande politique classique : elles servent à glorifier le leader et ses décisions en vue de gains au plan politique. Étant donné que ces programmes sont officiellement couverts par le secret, il est impossible pour les journalistes de vérifier la validité de ces informations. Par nature, la seule façon pour le public d'apprendre quoi que ce soit sur ce que fait le président est par la diffusion sélective et partielle d'informations par les propres assistants d'Obama – ceux qui travaillent pour lui et qui se consacrent entièrement à son succès politique.

Mais ce procédé constitue un terrain propice aux tromperies et à la propagande du gouvernement. C'est précisément cette dynamique qui, lors de la course effrénée à l'invasion de l'Irak, a rassemblé tous les plus grands médias américains et les a transformés en relais irréfléchis de tous les mensonges du gouvernement. La plus grande faute de la journaliste Judith Miller, la fameuse reporter du *New York Times* entrée en disgrâce après l'affaire des « *armes de destruction massive* » est d'avoir rapporté comme des faits ce qui n'était qu'un ensemble d'assertions non vérifiées émanant de certains responsables de l'administration Bush. Comme l'expliquaient les éditeurs du *Times* dans leur « *mea culpa* » de 2004, les assertions provenant de sources anonymes étaient « *insuffisamment validées et n'auraient pas dû être prises pour argent comptant.* »

Les derniers scoops du *Times* sur la politique d'Obama ne tombent sans doute pas aussi bas que ceux publiés lors du « *scandale Judith Miller* ». Pour une raison bien simple, c'est qu'ils contiennent un nombre impressionnant de rapports et de révélations sur les pratiques de certains responsables de l'administration Obama – la plus remarquable étant qu'ils manipulent le nombre des victimes et dissimulent les morts de civils tombés lors des attaques de drones en « *comptant tout mâle en âge de se battre et se trouvant dans une zone de combat comme un combattant.* »

Et pour une autre raison aussi, à savoir qu'ils critiquent les pratiques d'Obama, comme la nature indiscriminée des « *frappes groupées de drones* » (lorsqu'ils voient trois types en train de faire de la gymnastique, pour la CIA il s'agit forcément d'un camp d'entraînement de terroristes), et l'aspect nécessairement trompeur inhérent à la définition trop vague de « *militant* ». (L'un des officiels est cité : « *Ça me gêne quand ils disent qu'il y avait 7 types, et que tous étaient des militants. Ils comptent les corps, mais ne sont pas sûrs de leur identité.* »)

De plus, ces informations ont une réelle valeur journalistique. Il est incontestable que le citoyen américain est intéressé à savoir que son gouvernement organise des réunions pour élaborer une « *Kill List* », et qu'il lance des cyberattaques contre l'Iran, lesquelles attaques sont considérées par le Pentagone (du moins lorsqu'elles sont conduites contre les USA) comme de véritables « *actes de guerre.* »

Mais malgré ces différences notables avec le cas de Judith Miller, la trame est toujours la même. Ces reporters s'en remettent entièrement aux sources gouvernementales. Leurs articles se basent

presque exclusivement sur les affirmations de quelques subordonnés totalement dévoués au président. Les journalistes n'ont aucun moyen de vérifier la véracité des déclarations qu'ils présentent comme des faits. Et pire, ils garantissent l'anonymat à ces assistants qui ne font rien d'autre que suivre les ordres du président et promouvoir ses intérêts politiques.

C'est du pur « *journalisme autorisé* » (*access journalism*) : on livre des scoops à ces reporters en échange de la promesse totalement injustifiée de préserver leur anonymat tout en relayant leur propagande auprès du peuple sans qu'on puisse un jour leur demander des comptes (protégés qu'ils sont par le mur de l'anonymat). Nécessairement, ce journalisme du « *Story telling* » est forgé par les points de vue de ces sources officielles.

Et le produit journalistique qui en ressort sert évidemment l'agenda politique du président. L'opposant d'Obama en 2008, le sénateur républicain John McCain, s'est plaint, à juste titre d'ailleurs, que l'intention derrière ces fuites récentes était d'« *améliorer l'image du président Obama en le présentant comme un homme dur, en vue des élections.* » Mais le plus grave, comme le faisait remarquer la *Columbia Journalism Review* et le « *chien de garde* » des médias, FAIR, est que tous ces récits oublient complètement de parler des aspects les plus controversés de la politique d'Obama, dont celui des risques et du possible caractère illégal des cyberattaques contre l'Iran, et des frappes de drones au Yémen, du nombre de victimes civiles causées par ces frappes, et de leur impact sur le renforcement des rangs d'al-Qaïda suite au fort sentiment anti-américain qu'elles génèrent.

L'effet peut-être le plus pernicieux de ce type de journalisme est qu'il transforme leurs auteurs en messagers consciencieux et dévoués au service des décrets officiels. Les reporters sont ainsi « *dressés* » à recevoir des scoops seulement s'ils démontrent leur loyauté envers l'agenda de ces sources officielles.

En février, Scott Shane du *Times*, a soulevé une controverse en permettant à un officiel de l'administration Obama de diffamer anonymement le *Bureau of investigative Journalism* (BIJ) en l'accusant d'être sympathisant d'al-Qaïda, après que le BIJ eut produit des documents montrant les chiffres intentionnellement sous-estimés par les hauts responsables US des victimes civiles des attaques de drones, et les pratiques horribles et potentiellement criminelles consistant à frapper avec les drones les secouristes ou les gens assistants à des funérailles. C'est ce même Shane, avec Jo Becker, à qui l'on a fourni le scoop de la « *Kill List* » d'Obama.

De la même façon, David Sanger du *Times*, a longtemps été critiqué pour ses articles complaisants sur les soi-disant menaces de l'Iran vis-à-vis des USA, presque toujours basés, eux aussi, sur des sources anonymes. Il n'est pas surprenant que ce soit précisément Sanger qui ait été récompensé du meilleur scoop, celui sur Obama et ses ordres de cyberattaque contre l'Iran (scoop qu'il utilise d'ailleurs pour vendre son dernier livre), et encore moins surprenant le fait qu'il y flatte le rôle d'Obama dans cette opération.

Contraste ô combien révélateur, celui du traitement réservé à James Risen du *Times*, qui sortit quelques scoops bien plus embarrassants que glorifiants pour le gouvernement US. C'est lui qui avait révélé le programme illégal d'écoutes téléphoniques de la NSA sous l'administration Bush en 2006, et aussi le projet de la CIA, aussi inepte qu'inoffensif, d'infiltrer le programme nucléaire iranien.

La conséquence fut que le département de la Justice d'Obama le poursuit sans relâche depuis, et l'oblige à déposer sous serment afin d'essayer de connaître ses sources sur l'histoire de l'infiltration du programme iranien, un procès qui pourrait bien emmener Risen en prison s'il refuse, ce qui est assez probable. Matt Apuzzo, lauréat du prix Pulitzer du journalisme d'investigation, chez Association Press, explique la leçon évidente apprise lors de cet épisode :

« *Sanger écrit sur le succès de l'opération en Iran, et obtient un accès privilégié [aux scoops]. Risen écrit sur une opération bâclée en Iran, et il est poursuivi en justice.* »

Il existe une tension fondamentale entre le rôle de chien de garde se confrontant en permanence aux officiels du gouvernement, et celui d'amplificateur primaire pour leur propagande. L'administration US a perfectionné l'art d'éduquer les journalistes américains en leur faisant comprendre qu'ils seront récompensés s'ils assument ce dernier rôle, et châtiés s'ils ne le font pas. À en juger par les scoops de haut niveau révélés ces dernières semaines, c'est une leçon qui semble n'avoir été que trop bien apprise par beaucoup de journalistes.

Glenn Greenwald

Traduction GV pour ReOpenNews (Pour consulter les nombreux liens hyper-texte originaux, se reporter à [l'article en anglais ici](#))

Articles de Glenn Greenwald publiés par Mondialisation.ca



Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse googleads.g.doubleclick.net.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission pour fins de diffusion sur l'internet de mettre en ligne la version intégrale ou des extraits d'articles publiés par mondialisation.ca dans la mesure où le texte et le titre ne sont pas modifiés. La source originale de l'article, le copyright de l'auteur ainsi que l'adresse URL doivent également être clairement identifiés. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Glenn Greenwald, [The Guardian](#), 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31555

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2012 Mondialisation.ca